

mer, et aura effet à compter du 1^{er} janvier 1948.

Fait à Paris, le 19 juillet 1948.

SCHUMAN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la France d'outre-mer,
PAUL COSTE-FLORET.

Le ministre des forces armées,
PIERRE-HENRI TEITGEN.

*Le ministre des finances
et des affaires économiques,*
RENÉ MAYER.

*Le secrétaire d'Etat chargé de la
fonction publique et de la réforme
administrative,*

JEAN BIONDI.

Décret n° 48-1075 concernant le conditionnement des cafés.

Rectificatif au Journal officiel du 7 juillet 1948:

Page 6507, 3^e colonne, article 3, 9^e, Pêve piquée ou scoliée, au lieu de: « plusieurs trous », lire: « plusieurs petits trous ».

Page 6608, 2^e colonne, article 9, 2^e, Triages, paragraphe b, au lieu de: « grains noirs d'autres variétés », lire: « grains d'autres variétés »; 2^e colonne, article 11, 2^e, au milieu de la première phrase du second paragraphe b, au lieu de: « lettre P pour », lire: « lettre H pour ».

Page 6609, 1^{re} colonne, article 12, 2^e ligne, au lieu de: « chargement », lire: « chargement »; article 13, 2^e, Par vilage, 4^e ligne, au lieu de: « étalée », lire: « étalées »; 2^e ligne, au lieu de: « 1.500 kg », lire: « 1.500 g »; dernier alinéa, 5^e ligne, au lieu de: « par prélèvement échantonné », lire: « par prélèvements échantonnés »; 2^e colonne, annexe, Appareillage, au lieu de: « d'atteindre 105° — des boîtes à tare — un dessiccateur », lire: « d'atteindre 105°, des boîtes à tare, un dessiccateur »; Expression des résultats, 4^e ligne, au lieu de: « soit p, le poids », lire: « soit P, le poids ».

Taux de la remise due au trésorier général par les redevables admis au crédit des droits en Afrique équatoriale française.

Le ministre de la France d'outre-mer et le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le décret du 17 février 1921 portant réglementation du service des douanes de l'Afrique équatoriale française, modifié par les textes subséquents, et notamment les articles 91 et 93 relatifs à l'acquiescement des droits de douane au moyen de traites cautionnées;

Vu l'arrêté interministériel du 4 août 1923 fixant, en Afrique équatoriale française, le taux de la remise due au trésorier général par les redevables admis au crédit des droits, Sur la proposition du haut commissaire, gouverneur général de l'Afrique équatoriale française,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — Le taux de la remise prévue au paragraphe 1^{er} de l'article 91 du décret susvisé du 17 février 1921 est fixé à 1/3 p. 100.

Art. 2. — L'arrêté interministériel du 4 août 1923 susvisé est abrogé.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française, au Bulletin officiel du ministère de la France d'outre-mer et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Paris, le 16 juin 1948.

Le ministre de la France d'outre-mer,
PAUL COSTE-FLORET.

*Le ministre des finances
et des affaires économiques,*
Pour le ministre et par délégation:

Le chef du cabinet,
MAURICE CRUCHON.

Administration centrale.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 12 juillet 1948, est titularisée dans ses fonctions et dans son grade, à compter du 31 mars 1946, la bénéficiaire des dispositions du décret du 12 octobre 1945 autorisant des dérogations temporaires de recrutement dans les cadres de l'administration centrale:

Dans le grade de sténodactylographe de 2^e classe de l'administration centrale du ministère de la France d'outre-mer.

Mme Guédon (Georgette).

Service colonial de Marseille.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 22 avril 1948, M. Angelini (Antoine), gouverneur de 3^e classe des colonies, est nommé chef du service colonial de Marseille, pour compter du 1^{er} février 1948.

Concours professionnel pour l'accession au grade d'ingénieur principal des mines des colonies.

Liste des candidats admis définitivement
à la suite des épreuves de la session 1948.

1^o Examen « normal ».

M. Sishelle (Pierre), ingénieur de 2^e classe des mines des colonies.

2^o Examen « thèse ».

M. Treils (Germain), ingénieur hors classe des mines des colonies.

Liste, par ordre de mérite, des candidats reçus
à l'examen professionnel d'entrée dans la
magistrature d'outre-mer.

(Première session normale 1948.)

4	MM. Comte.	
2	Cau	{ ex æquo.
2	Colette	
4	Robine.	
5	Collignon	{ ex æquo.
5	Guerin	
5	Liéti	
8	Garçon.	
9	Jobert.	
10	Chapelain.	
11	Pinay.	
12	Bourge	{ ex æquo.
12	Svahn	
11	Marty	{ ex æquo.
11	Millet	
16	Baron	{ ex æquo.
16	Lajou	
16	Viaud-Murat	

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Décret n° 48-1172 du 19 juillet 1948 relatif au certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive.

Le président du conseil des ministres,
Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 45-438 du 17 mars 1945 relatif au certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive modifié par le décret n° 47-1220 du 1^{er} juillet 1947;

Vu le décret du 27 novembre 1946 portant organisation des services extérieurs du sous-secrétariat d'Etat à l'éducation nationale (jeunesse et sports),

Décète:

Art. 1^{er}. — La durée des études dans les écoles normales supérieures d'éducation physique et sportive est de trois ans à dater du 1^{er} octobre 1948.

Art. 2. — Les modalités des examens de passage d'une année dans une autre seront fixées par arrêté.

Art. 3. — Le paragraphe 2 de l'article 2 du décret n° 45-438 du 17 mars 1945 est ainsi modifié:

« Nul ne peut se présenter aux épreuves de la deuxième partie, s'il n'a subi avec succès, depuis trois ans au moins, les épreuves de la première partie. Cette disposition aura effet du 1^{er} octobre 1948.

« Toutefois, à titre transitoire, et pour la session normale de 1949 seulement, pourront se présenter au concours de recrutement des professeurs d'éducation physique (deuxième partie du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive), les candidats et candidates qui, à la date du concours de 1949 justifieraient de la possession du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique, première partie, depuis deux ans ».

Art. 4. — Le paragraphe 6 de l'article 4 du décret n° 45-438 du 17 mars 1945, modifié par le décret n° 47-1220 du 1^{er} juillet 1947 est ainsi modifié comme suit:

« Les candidats autres que les élèves des écoles normales supérieures d'éducation physique et sportive devront souscrire l'engagement de servir pendant cinq ans au moins dans les services extérieurs de la direction générale de la jeunesse et des sports ».

Art. 5. — Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 16 juillet 1946 relatif aux candidats victimes de guerre sont ainsi modifiées:

« Les bénéficiaires du présent arrêté titulaires de la première partie du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive pourront se présenter à la session normale de la deuxième partie du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive deux années après la date d'obtention de la première partie, à condition que la durée de leur empêchement effectif ait été au moins d'une année.

« Les candidats au certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive deuxième partie dont la durée d'empêchement serait inférieure à une année, seront astreints aux règles normales et devront avoir obtenu la première partie correspondante depuis au moins trois années ».

Art. 6. — Le ministre de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 19 juillet 1948.

SCHUMAN.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre de l'éducation nationale,
ÉDOUARD DEPREUX.

*Le ministre des finances
et des affaires économiques,*
RENÉ MAYER.

Le secrétaire d'Etat au budget,
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.